

# COP ILE-DE-FRANCE

## Accompagnement de la réunion départementale du Val d'Oise

### 27 septembre 2024



**Thématique :** Améliorer les performances énergétiques des logements

#### Nom de l'action :

Mettre en place une ingénierie territoriale pour la rénovation du patrimoine bâti des collectivités

#### Moteurs :

- Attentes des particuliers
- Le besoin de connaissances techniques
- Vision départementale
- Le conseil départemental, les intercommunalités et les 2 PNR
- Les forces économiques et politiques autour de la même table
- CAUE

#### Freins :

- Le financement
- Manque de stabilité et de visibilité dans les orientations politiques
- Manque de neutralité et d'indépendance des bureaux d'études
- L'articulation avec d'autres travaux
- La gouvernance
- Les moyens humains
- La disponibilité des compétences :
  - o Architecture
  - o Thermique
  - o Finances et montage de projet

#### Projets

- Créer un service dédié
- Utiliser les services existants et leur confier cette mission (CAUE par ex.)
- Pérenniser Val d'Oise RENOV
- Créer un espace d'échanges entre les différents acteurs

## Thématique : **Améliorer les performances énergétiques des logements**

### Nom de l'action :

Structuration de la communication, de l'accompagnement et du conseil à la rénovation, notamment via l'ouverture d'un espace France Renov

### Moteurs :

- Besoin d'information
- Permanence politique
- Tissus d'entreprises compétentes

### Freins :

- Évolution régulière
- Absence d'ALEC (Agence Locale de l'Energie et du Climat)
- Complexité des aides
- Manque d'explication sur les conditions de l'aide

### Projets

- Créer une ALEC pour une approche plus large que l'énergie du type Mon accompagnateur RENOV
- Animation territoriale + échanges
- Renouveler et élargir les réunions d'information qui permettent aux acteurs de se comprendre

## Thématique : **Améliorer les performances énergétiques des logements**

### Nom de l'action :

Structuration de la communication, de l'accompagnement et du conseil à la rénovation, notamment via l'ouverture d'un espace France Renov

### Moteurs :

- Val d'Oise RENOV
- Institutionnalisation de l'ADIL (Agence Départementale d'Information sur le Logement) et de SOLIHA
- Nécessité de faire un suivi intégrant communes, EPCI et départements
- Motivation : gain financier pour les ménages
- Principe de subsidiarité : besoin d'adapter et expliciter localement les dispositifs d'aide publique
- Savoir s'adapter aux changements de règles et financement mais maintenir le conseil indépendant auprès des habitants

### Freins :

- Manque de lisibilité des réglementations
- Process complexe d'aides au financement
- Financement de la rénovation dans l'habitat pavillonnaire (complexe ou lacunaire ?)
- Dispositifs trop fluctuants
- La contre information
- La modification des items structurants :
  - o Performances à atteindre
  - o Montant des aides
- Difficultés liées aux architectes des bâtiments de France (ABF)
- Complexité / démultiplication des acteurs et difficulté à vulgariser

### Projets

- Mise en place d'un guichet unique d'information mobile ou itinérant qui se déplacerait dans les quartiers, notamment dans les zones rurales ou mal desservies (frein : budget)
- Campagne de communication sur RENOV 2025
- Formation des agents et des élus pour plus de pédagogie
- Relayer l'information sur les aides et les circuits par des fiches synthétiques publiées dans les journaux municipaux
- Réunion publique / salon de la rénovation à l'échelon communal

## Thématique : **Améliorer les performances énergétiques des logements**

### Nom de l'action :

Aides à la rénovation du parc privé complémentaires aux aides nationales / dispositif Ma Prime Rénov

### Moteurs :

- Favoriser la rénovation performante

### Freins :

- La diversité des dispositifs de financement (Mon accompagnateur Rénov, Ma Prime Rénov, certificat d'économie d'énergie...)
- Stabilisation des aides financières dans le temps

### Projets

- Créer une aide complémentaire pour financer les audits conditionnés à un ou plusieurs gestes de travaux
- Financer les restes à charge pour l'accompagnement dans le centre de parcours accompagné
- Assouplir les critères de financement en centre-ville ancien lorsque isolation partielle
- Aide à la rénovation des bâtiments communaux « ma commune Rénov »
- Une aide départementale sur les coûts des travaux / diminution du reste à charges en plus de MPRPa
- Adapter les aides à la typologie des bâtiments / pas forcément liées à la performance
- 1<sup>ère</sup> accroche / aide à l'embellissement pour embarquer les travaux d'énergie

## Thématique : Mieux se déplacer en privilégiant l'usage des vélos et les véhicules électriques

### Nom de l'action :

Développement de l'intermodalité

### Moteurs :

- Parking vélo (services)
- Contribution à l'achat de VAE (Vélo à Assistance Électrique)
- FMD (forfait mobilité durable) pour favoriser les déplacements à vélos
- Décret de la loi d'orientation des mobilités (LOM) sur le stationnement vélo : Obliger un nombre de stationnements vélos en gare
- Politique tarifaire
- Développement du co-voiturage

### Freins :

- RER (la non-possibilité de mettre des vélos) + transilien en heures de pointe
- Les discontinuités cyclables
- Foncier disponible
- Les agencements intérieurs des trains qui ne permettent pas d'y mettre un vélo
- L'échec de certains dispositifs de co-voiturage comme Covoit Ici :
  - Un échec dans le Vexin
  - Des bornes matérialisées où il fallait attendre pour le passager sans être sûr d'avoir un covoiturage

### Projets

- Atelier réparation vélo à côté des gares (SNCF)
- Parking-relai en abord de gare
- Formation des jeunes à l'intermodalité
- Des projets qui existent :
  - Programme de sensibilisation à la mobilité douce auprès des collégiens (conseil départemental)
  - Les plans de mobilité scolaire
- Rack vélo à l'arrière du bus (expérimentation, 95 04 ligne Magny > Cergy) > Permettre la gratuité du transport pendant l'expérimentation ?
- Parking vélo dans les collèges (équiper les collèges) (CDJS)
- Les parkings vélo en entreprise à continuer
- Les douches et vestiaires en entreprise pour vélo
- Parking vélo sur la ligne H (51 gares au total / SNCF)
- Incitation à l'achat de vélo par la SNCF + Forfait Mobilités durables (FMD)
- **La mobilité employeur :**
  - Important de communiquer sur les services qui existent + de sensibiliser
  - Les entreprises peuvent être moteur
- Les plans de mobilité employeur
- **Covoiturage :**

- Signature avec Blablacar pour avoir accès à l'application gratuitement pour les passagers (communauté de commune Vexin)

## Thématique : Mieux se déplacer en privilégiant l'usage des vélos et les véhicules électriques

### Nom de l'action :

Développement de l'intermodalité

### Moteurs :

- Optimiser les moyens de transports
- Faciliter l'accès à la gare, aux trains, bus
- Actions prévues dans les PCAET : sensibiliser acteurs privés / publics
- Espaces (foncier dispo)
- Centre-ville piétons améliore la santé des usagers (réduction du bruit, odeurs...)
- Eco-mobilité favorise la sécurité routière => intermodalité devant les écoles évite les accidents
- Transport des enfants à vélo peut être plus facile qu'à pieds

### Freins :

- Culture de la voiture et parking en ville
- Défaut de Sécurisation des voies partagées
- Coûts des aménagements (surtout en milieu rural)
- Chemins ruraux / engins agricoles

### Projets

- Créer des voies vertes en tissu urbain dense. Pacification importante / ruralité
- Créer des voies dédiées pour sécuriser les vélos
- Optimiser le transport à la demande
- Re-cadencement horaires bus / train
- Campagnes de communication sur le caractère vertueux des transports collectifs
- Enjeux de mobilité dans le monde du travail : garantir dernier train + dernier bus
- Cartographie qui identifie les distances commerce / écoles / services publics

## **Thématique : Mieux se déplacer en privilégiant l'usage des vélos et les véhicules électriques**

### **Nom de l'action :**

Développement du conseil en mobilité

### **Moteurs :**

- Maison du vélo développée par Ile-de-France Mobilités (pour informer, faire du conseil en mobilité, louer un vélo)
- Appel à projets de conseil en mobilité de l'ADEME

### **Freins :**

- L'information et la communication insuffisantes
- Véligo : la majorité du service est utilisé à Paris et petite couronne. Peu utilisé en grande couronne car peu d'endroits où le récupérer

### **Projets**

- Conseiller en mobilité joignable par un numéro de téléphone pour aider l'automobiliste à changer de mode de transport => services développés par la CA Cergy-Pontoise
- Maison du vélo / maison de la mobilité => projet sur le pôle gare de Cergy préfecture
- Créer une zone à faible émission dans le 95

## **Thématique : Mieux se nourrir via les projets alimentaires territoriaux et le développement des circuits courts**

### **Nom de l'action :**

Promotion de légumineuses, produits bio et issus de circuits courts dans la commande publique et la restauration collective (écoles, collèges et lycées notamment), mise en place de centrales d'achat pour favoriser les produits locaux, déploiement de Projets Alimentaires Territoriaux (PAT)

### **Moteurs :**

- Volonté des collectivités
- Producteurs locaux (savoir-faire, production)
- Projets et outils existants (Agoralim...)
- Partenaires institutionnels (région, conseil départemental...)
- Autres débouchés : établissements et services sociaux et médico-sociaux, entreprises...
- Cuisine centrale
- Centrale d'achat
- Capacité à travailler les produits bruts (outils savoir-faire)
- Loi EGALIM

### **Freins :**

- Finances
- Normes
- Projets outils vs. consommation foncière
- Transport / logistique
- Architecte des bâtiments de France
- Marchés publics
- Peu de producteurs bio
- Producteurs de légumineuses en circuits longs
- Connaissance de l'offre
- Irrigation (légumes)

### **Projets**

- Études des outils de transformation pour répondre aux besoins du territoire
- Création d'une centrale d'achat, d'une légumerie, d'une conserverie...
- Accompagnement à l'investissement des communes (appels à projets du conseil départemental)
- Formations et projets tutorés (mise en relation projet / tuteur)
- Actions de sensibilisation des chefs
- Planning annuel des besoins cantines
- Intégrer les arboriculteurs dans le développement de circuits de proximité
- Travailler au contenu des marchés publics

## Thématique : Mieux se nourrir via les projets alimentaires territoriaux et le développement des circuits courts

### Nom de l'action :

Promotion de légumineuses, produits bio et issus de circuits courts dans la commande publique et la restauration collective (écoles, collèges et lycées notamment), mise en place de centrales d'achat pour favoriser les produits locaux, déploiement de Projets Alimentaires Territoriaux (PAT)

### Moteurs :

- Volonté politique du département et de la région et des autres donneurs d'ordres
- Ne pas confondre qualité et production locale
- Agoralim + cité scolaire agricole à vocation internationale
- Guide de l'alimentation durable (conseil national de la restauration collective)
- Plateforme « ma cantine »
- Démarche de labellisation des projets alimentaires territoriaux (mise en place d'une démarche de progrès auprès des collectivités)
- Partenariats locaux CLS (contrats locaux de santé) / coopérative d'acteurs nutrition
- Loi EGALIM => plan de diversification des protéines à mettre en œuvre
- Transformation des exploitations agricoles déjà en marche

### Freins :

- Budget pour les collectivités
- Enjeux budgétaires et coût (qui le prend en charge ?)
- Nécessité d'assurer des repas à bas tarifs pour les familles et les étudiants
- Trouver des quantités suffisantes chez les producteurs au bon moment => grande culture
- Inexistence de filières allant du producteur local au distributeur et au consommateur
- Absence d'outils de transformation et de moyens logistiques

### Projets

- Formation des acteurs (légumineuse, bio...) :
  - o Cuisinier.ères
  - o Guide d'achat du Conseil national de la restauration collective
- Partage de la connaissance dans la filière => état des lieux, développement du bio et du label Haute valeur environnementale (HVE)
- Rationaliser les achats => création de groupement d'achat pour massification
- Développer des cahiers des charges type
- Créer des Équipements type chambres froides, légumerie... pour le travail des produits brut + d'équipement pour les restaurants collectifs + perfectionnés pour moins de gaspillage alimentaire et réduction des coûts
- Contractualisation tripartite (agriculteurs / distributeurs / collectivités territoriales)

## **Thématique : Mieux se nourrir via les projets alimentaires territoriaux et le développement des circuits courts**

### **Nom de l'action :**

Création et animation des ateliers d'éducation à l'alimentation biologique dans les écoles (ex. ateliers cuisine, des espaces potagers, etc.)

### **Moteurs :**

- Acteurs animation bio
- S'appuyer sur les diététiciens et entreprises agricoles existantes
- Renaturation des cours d'école / collège
- Programme européen « fruit et lait à l'école »
- FranceAgriMer
- Contrats locaux de santé
- Petits-déjeuners à l'école

### **Freins :**

- Budget
- Temps scolaire : sur quel temps on intervient ? articulation programme éducatif ?

### **Projets**

- Réaliser un état des lieux
- Développer les formations à l'adresse des enseignants et le matériel dans les établissements scolaires
- Partenariats collectivité / éducation nationale
- Remettre ou mettre des cours de cuisine dans les programmes scolaires ; s'appuyer pour cela sur le projet de Cité scolaire à Gonesse en 2028 et commencer à organiser des actions dès 2025 dans les écoles du secteur
- Diffusion des bonnes pratiques
- Associations qui interviennent dans les écoles sur l'éducation saine et équilibrée. Cf. : coopératives d'acteurs de la nutrition => ateliers cuisines, jardinage, diététiques.
- Atelier alimentation saine et équilibrée
- Formation Alim'activ sur éducation au goût et lutte contre le gaspillage alimentaire

## **Thématique : Mieux se nourrir via les projets alimentaires territoriaux et le développement des circuits courts**

### **Nom de l'action :**

Promotion de légumineuses, produits bio et issus de circuits courts dans la commande publique et la restauration collective (écoles, collèges et lycées notamment), mise en place de centrales d'achat pour favoriser les produits locaux, déploiement de Projets Alimentaires Territoriaux (PAT)

### **Moteurs :**

- Ingénierie des marchés publics
- Avoir des marchés avec allotissement très précis lors des commandes publiques
- Réglementation
- Prise de conscience collective des gains sociétaux (santé) liés à la qualité de l'alimentation
- Existence d'une délégation à l'agriculture et alimentation dans les collectivités
- Participation usagers aux décisions
- Coopération du monde agricole => sécuriser un réseau et des débouchés => création des filières

### **Freins :**

- Budgets contraints des familles (coût, absence de sensibilisation)
- Prise de risques quant aux changements de pratiques alimentaires (menus végétariens ne plaisent pas toujours, légumineuses pas toujours bien assimilées...)
- Multiplicité des systèmes de gestion de la commande entre communes (régie...) → difficultés de regrouper la demande
- disposer de Volumes suffisants de commandes pour obtenir des prix abordables
- Aléas climatiques complexifient l'approvisionnement...
- Non maîtrise de la commande publique par certaines collectivités
- Absence de technicité sur ces sujets dans les collectivités
- Enjeu de la formation des équipes des collectivités sur ces sujets

### **Projets**

- Réaliser un sourcing détaillé à l'échelle d'un territoire (plusieurs communes : EPCI...) pour s'approvisionner + Faire un diagnostic des modalités d'approvisionnement dans les communes
- Simplification du menu afin de réduire le gaspillage alimentaire
- Sensibilisation et formation des acteurs impliqués sur le sujet dans les collectivités
- Contractualisation sur une durée plus longue (mieux pour le producteur)
- Regroupement des commandes à l'échelle d'un territoire
- Conserverie à créer = filière de transformation à créer (exemple du 77)
- Décloisonner les réflexions entre les collectivités à différentes échelles pour avancer

## **Thématique : Développer les énergies renouvelables et les réseaux de chaleur**

### **Nom de l'action :**

Mise en place de clauses incitatives dans les plans locaux d'urbanisme et autres documents d'aménagement

### **Moteurs :**

- Loi sur l'accélération de la production des énergies renouvelables et son article 40 concernant les ombrières sur les parkings
- Règlement des ZAC
- Identification de zones d'accélération des énergies renouvelables par les communes – modification du plan local d'urbanisme (PLU) selon un projet déterminé
- Identification d'un projet dans un plan d'aménagement et de développement durable
- Nouveau SDRIF-e

### **Freins :**

- Contraintes paysagères architecturales (architecte des bâtiments de France)
- Surcoûts financiers en lien avec les contraintes architecturale et paysagère => projets non viables

### **Projets**

- Recours simplifié et accéléré pour un projet de production d'énergie renouvelable (ENR)
- Réglementation spécifique pour les ENR dans les règlements de PLU
- Favoriser une ingénierie « État » pour accompagner la rédaction des PLU sur les ENR pour les communes

## Thématique : Développer les énergies renouvelables et les réseaux de chaleur

### Nom de l'action :

Soutien et accompagnement des filières EnR

### Moteurs :

- Existence de financements assez facilement mobilisables : ADEME / conseil régional / Europe / Fonds vert
- Financements de l'union européenne : partager les connaissances sur les montages de projet
- Guide de bonnes pratiques selon la taille et le caractère intégré du projet, et les conditions posées par les financeurs
- Intérêt des projets intégrés de réseau de chaleur : 3 axes à travailler simultanément :
  - o Potentiel d'énergie et sa gestion
  - o Isolation des bâtiments
  - o Évolution des usages / pratiques
- Soutien financier et politique
- Savoir-faire des entreprises

### Freins :

- Pas assez de foncier disponible
- Manque de coordination des acteurs à un niveau macro (département), difficultés à faire converger les enjeux de développement/aménagement et protection des paysages
- Manque d'accompagnement en ingénierie
- Manque de connaissances (complexité, diversité des cas de figures)
- Géothermie :
  - o Le taux de financement de l'étude de faisabilité doit être incitatif (car 1 fois sur 2 le gisement n'est pas suffisant)
  - o Taille projet : seuil 1000m<sup>2</sup> (dépendance du décret tertiaire)
- Blocage par l'ABF fréquent des projets photovoltaïques

### Projets

- Prévoir un échange tous les 2 mois à l'échelle de l'EPCI sur les succès / difficultés de chacun / partager les contacts
- Annuaire des acteurs (acteur cité : IDF Investissements et Territoires)
- Communauté départementale de la transition énergétique (CDTE) : retour d'expérience sur son fonctionnement, mieux la faire connaître
- Simplification des procédures d'urbanisme (pour foncier notamment)
- Feuille de route / guide méthodologique de montage de projets pour éclairer les choix et mieux arbitrer
- Création d'une structure dédiée (ALEP, EPL, ?)

## Thématique : Développer les énergies renouvelables et les réseaux de chaleur

### Nom de l'action :

Mobiliser et animer les territoires et les acteurs afin de faciliter l'implantation des projets

### Moteurs :

- COMETE
- Groupe de travail départemental
- Groupe de travail intercommunal
- Pédagogie enjeux
- Pédagogie auprès du conseil municipal
- Mutualiser les compétences
- Coordination des avancées à l'échelle préfecture / département / région
- Réseau des élus de l'ADEME
- ALEC
- Fonds chaleur
- Accompagnement de l'agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT)

### Freins :

- Résistance au changement
- Méconnaissances des techniques
- Coût et travaux voiries
- Manque de personnel
- Pas de réponse des maires
- Manque de ressources
- Défaut d'information des zones d'accélération des énergies renouvelables (ZAENR)
- Architecte des bâtiments de France
- Zones rurales isolées

### Projets

- Visites thermiques avec habitants
- Portes ouvertes chaufferie biomasse
- Inviter des « sachants » dans les conseils municipaux
- Retours d'expérience

## Thématique : Développer les énergies renouvelables et les réseaux de chaleur

### Nom de l'action :

Mobiliser et animer les territoires et les acteurs afin de faciliter l'implantation des projets

### Moteurs :

- Retour sur investissement + facilité locale et nationale
- Acceptabilité plus simple de la géothermie
- Prix de l'énergie en retombée locale
- Favoriser les retours d'expérience positifs et participer à de nouvelles actions
- Soutien financier :
  - o Subventions (État, conseil régional, ADEME, banque des territoires)
  - o Prêts
- Réseau existant :
  - o Fédération nationale des collectivités concédantes et régies
  - o ADEME
  - o Région
  - o État
  - o IPR (institut Paris Région)
  - o AMORCE (association nationale des collectivités, des associations et des entreprises pour la gestion des déchets, de l'énergie et des réseaux de chaleur)
- Réseaux partenariaux existants (à renforcer et à coordonner)

### Freins :

- Manque de communication
- Oppositions citoyennes
- Cadre réglementaire dans le Val d'Oise
- Nuisances visuelles et olfactives
- Acceptabilité des centrales d'énergie (éolien, méthanisation)
- « Légendes urbaines »
- Conflit d'usage entre installation et le secteur (biodiversité, ...) conciliation ?
- Réseaux partenariaux existants (à renforcer et à coordonner)

### Projets

- Création d'une ALEC
- Réseau de chaleur de Garges-lès-Gonesse
- Owatt, Ile de loisirs de Cergy
- Réseaux partenariaux existants (à renforcer et à coordonner)

## Thématique : Développer les énergies renouvelables et les réseaux de chaleur

### Nom de l'action :

Développement d'outils d'assistance technique (cadastres, études de potentiel, appui logistique et technique aux porteurs de projet, mises en relation...)

### Moteurs :

- Site internet (GéoPortail ?) simplifié
- Porter à connaissance d'outils
- Base de données existantes
- Union des maires du Val d'Oise
- Mise à disposition d'outils par syndicats
- AREC
- AMORCE
- Plateforme unique ENRrézo

### Freins :

- Absence de système d'information géographique national sur l'énergie
- Problème de coordination inter-service
- Plusieurs personnes sur le même sujet